



HAL
open science

Les conflits soudanais, ou l'échec d'un projet d'Etat-nation unitaire et laïc

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Les conflits soudanais, ou l'échec d'un projet d'Etat-nation unitaire et laïc. B. Giblin. Les conflits dans le monde. Approche géopolitique, Armand Colin, pp.209-221, 2011, Collection U Géographie. halshs-00593367v1

HAL Id: halshs-00593367

<https://shs.hal.science/halshs-00593367v1>

Submitted on 14 May 2011 (v1), last revised 13 Oct 2011 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le conflit soudanais ou l'échec de l'Etat-nation

Marc Lavergne

Géographe , directeur de recherche au CNRS

Directeur du CEDEJ Le Caire/Khartoum

Blog : marclavergne.unblog.fr

Le Soudan aura été, de son indépendance en 1956 à la proclamation officielle de la sécession du Sud le 9 juillet 2011, le plus grand Etat d'Afrique, avec 2,5 millions de km². Les conflits qui l'ont déchiré depuis le départ du colonisateur britannique auront porté sur deux questions essentielles : la possibilité de construire un Etat qui fît place à tous ses citoyens, quelle que fût leur origine ethnique ou leur appartenance religieuse ; le modèle de développement économique et social qui eût rendu cette unité possible. La réponse à ces questions est aujourd'hui négative, à l'heure d'une paix chèrement acquise mais guère assurée. L'indépendance du Sud risque fort de se révéler n'être pas la panacée rêvée et il n'est pas exclu que les liens tissés depuis près de deux siècles entre Nord et Sud du Soudan, à moins qu'ils ne se perdent dans les profondeurs d'une histoire oubliée, fussent-ils fondés sur une domination brutale du Sud par le Nord, soient plus durables que prévu.

Le clivage n'est en effet pas tant Nord-Sud que centre-périphérie. Certes, le Soudan se décline en termes de climat et de végétation, du tropique du Cancer jusqu'à proximité de l'Équateur : plus de 3200 km du nord au sud, en un gradient climatique et végétal que ne vient troubler aucune aspérité de relief. Cet espace de forme massive, qui atteint près de 2000 km de large de la mer Rouge aux confins du Tchad, est divisé en trois tiers : une bande septentrionale

désertique, à laquelle succède au centre une zone soudano-sahélienne de steppe à acacias, puis au Sud la savane arborée et des franges de forêt tropicale. Il est traversé de façon méridienne par le système nilotique (Nil Blanc venu des Grands lacs et Nil Bleu descendu du massif éthiopien et leurs affluents).

La diversité des peuples et des cultures de cet immense espace est extrême : une centaine d'ethnies répertoriées, divisés en des milliers de clans et de tribus et plus de 500 langues et dialectes. Certes, l'islam est pratiqué par près de 70 % de la population, mais seule une minorité se réclame d'une ascendance et d'une culture arabes. C'est à cette élite, émanant des tribus établies le long de la vallée du Nil au nord de Khartoum, la capitale, qu'échoit le pouvoir à l'indépendance. L'insurrection des peuples du sud, nourrie par un ressentiment historique contre les descendants des trafiquants d'esclaves du XIX^e siècle, éclate immédiatement.

La première guerre (1955-1972)

La rébellion est menée par de petits groupes disparates, faiblement armés, issus majoritairement de la province méridionale d'Equatoria. Cette région est tournée vers les foyers de développement encore sous tutelle britannique d'Afrique orientale, loin de l'influence de Khartoum et du Nord arabo-musulman. Ces groupes, qui se fédèrent sous le nom de mouvement « Anyanya » (venin de serpent), sont soutenus par les Eglises protestantes et le Vatican, par Israël et par certaines puissances occidentales qui se défient du rapprochement entre Khartoum et le régime de Nasser au sein du mouvement des non-alignés. La guerre civile, dévastatrice et ruineuse, entraîne en 1969 un coup d'Etat militaire dirigé par le colonel Jaafar Nimeiri, prêt à faire les concessions nécessaires à la paix. Celle-ci est signée

en juillet 1972 à Addis-Abeba, grâce à la médiation de l'empereur Haïlé Sélassié et des Eglises.

Le Sud-Soudan, vaste territoire de 650 000 km², obtient un statut de large autonomie, avec un Parlement et un gouvernement régionaux, dont le président est en même temps vice-président de l'ensemble du pays. Installées à Juba, la capitale, ces institutions ont compétence sur toutes les questions locales, ainsi que sur le développement économique. Le budget central est censé affecter les ressources qui permettront au Sud, dépourvu de toute infrastructure, de rattraper le niveau d'équipement du Nord. Entamée dans l'enthousiasme, cette expérience tournera vite court : le Nord ne remplit pas ses engagements et s'efforce de diviser pour régner, en jouant sur les dissensions entre les trois provinces du Sud : les deux provinces du Haut-Nil et du Bahr el-Ghazal, autour de la cuvette marécageuse du Haut-Nil, habitées par de grands peuples d'éleveurs transhumants de souche nilotique, en contact ancien avec le Nord, comme les Dinka, sont en butte à la méfiance des Equatoriens, pour la plupart paysans de la forêt, à proximité des frontières avec le Kenya, l'Ouganda, le Congo et la RDC.

A partir de 1977, le régime s'islamise et revient sur les concessions faites aux Sudistes : redivision du Sud en trois régions (Equatoria, Bahr el Ghazal et Haut-Nil), éviction des fonctionnaires dinka et surtout peut-être, refus de partager avec le Sud la manne pétrolière à venir, pourtant située pour l'essentiel dans le sous-sol du Sud. Le projet de creusement du canal de Jonglei, destiné à assécher les marais du Haut-Nil, pour fournir un surcroît d'eau au nord et à l'Egypte et qui démarre en 1978, provoque aussi l'inquiétude des peuples d'éleveurs concernés.

La deuxième guerre (1983-2005)

La guerre reprend en mai 1983, avec la mutinerie de la garnison de Bor, sur le Nil Blanc. Elle est menée par un nouveau mouvement, le Mouvement de Libération des Peuples du Soudan (SPLM en anglais), dirigé par John Garang, ancien rebelle Anyanya devenu colonel de l'armée soudanaise et professeur d'économie agricole à l'Université de Khartoum. Cette fois, la rébellion ne revendique plus l'indépendance ni même l'autonomie du Sud-Soudan. Le manifeste fondateur affirme le caractère national du mouvement, qui lutte pour la reconnaissance des droits de tous les peuples marginalisés, pour la plupart périphériques, au sein d'un Etat unitaire et laïque. Il s'agit donc de mettre fin au monopole du pouvoir politique et économique détenu par une minorité issue de la vallée du Nil principal ; celle-ci s'incarne depuis le XIX^e siècle dans deux confréries islamiques dirigées par deux grandes familles, la Khatmiya et la Mahdiya. L'appel du SPLM s'adresse donc à tous les Soudanais, mais d'abord aux peuples périphériques du Sud, de l'Ouest (Darfour), du Nord (Nubiens) et de l'Est (Béja), ainsi qu'à ceux de la zone de transition entre le Nord et le Sud : le district d'Abyei, les monts Nouba et le sud du Nil Bleu.

Années 80 : le SPLM, un mouvement « révolutionnaire » du Tiers-Monde

Le SPLM est soutenu par l'Ethiopie de Mengistu Hailé Mariam, le « Négus rouge », lui-même « client » de l'URSS et du bloc socialiste. Le SPLM engrange les succès militaires tandis que la guerre ruine le pays. Nimeiri devenu maréchal, est chassé par une insurrection populaire en avril 1985. Au Nord comme au Sud, Garang jouit d'une immense popularité. Mais le gouvernement militaire de transition refuse d'abolir les « lois islamiques » instaurées par Nimeiri en septembre 2003. Le mouvement islamiste, dirigé par le Dr Hassan el Tourabi, bien que compromis avec le régime précédent, obtient le maintien des Sudistes et de

l'ensemble des non-Musulmans dans une situation d'infériorité juridique et, sous couvert de charia, instaure un contrôle policier sur l'ensemble de la population.

Le SPLM poursuit toutefois son avance et occupe la quasi-totalité du Sud face à une armée gouvernementale dépourvue de moyens et de directives. Seules les grandes villes et les voies de communication restent, de façon précaire, sous le contrôle de celle-ci.

30 juin 1989 : le coup d'Etat militaro-islamiste

Le régime parlementaire né des élections d'avril 1986 est divisé sur la conduite à tenir : finalement, il se résout à entamer des négociations de paix avec le SPLM prévues le 4 juillet 1989 à Addis-Abeba. Le Front National Islamique de Hassan el-Tourabi fomenta alors un coup d'Etat militaire pour bloquer toute solution pacifique qui comporterait l'abrogation de la charia.

Le nouveau régime né du coup d'Etat du 30 juin 1989 choisit l'option militaire : l'armée est purgée de ses cadres, remplacés par de jeunes officiers islamistes, des commissaires politiques sont nommés dans toutes les unités pour galvaniser les troupes et promouvoir l'idéal du *jihād*, la guerre sainte contre les infidèles. L'armée est doublée de Forces de Défense Populaire, constituées de jeunes chômeurs raflés dans les rues des grandes villes, encadrés par des fanatiques, qui se livrent à des exactions massives à l'encontre de la population civile, doublées par les milices tribales à la solde de Khartoum : viols et exécutions de masse, vol de bétail, destruction des villages, et même restauration de l'esclavage...

Mai 1991 : la chute de Mengistu et l'éclatement du SPLM

La chute de Mengistu en 1991, à la suite de l'effondrement de l'URSS, contraint le SPLM à fuir son sanctuaire éthiopien. Le mouvement est très affaibli, et le leadership autocratique de

John Garang mis en cause. Deux de ses principaux lieutenants, Riak Machar et Lam Akol, d'ethnie respectivement Nuer et Shillouk, font sécession et forment le SPLA-United ou groupe de Nasir dans le Haut Nil. Leur défection se solde par des massacres intertribaux qui font plus de 10 000 victimes dans leur région d'origine, où les clans dinka et nuer vivaient jusque là en bonne harmonie. Le SPLA-United prétend lutter pour l'indépendance du Soudan, à l'opposé de la doctrine unitaire de Garang. Mais dépourvus de soutien extérieur, il ne peut survivre qu'en acceptant l'aide de Khartoum, dont il devient rapidement un simple supplétif.

Garang tire les leçons de cette contestation en organisant en novembre 1994 une « Convention nationale » censée poser les fondements démocratiques de son mouvement et lui donner une administration civile. Se rétablissant militairement avec l'aide de l'Ouganda et de l'Erythrée, il négocie en novembre 1994 avec Khartoum une Déclaration de principes qui doit fournir le socle d'un règlement pacifique du conflit : le droit à l'autodétermination du Sud y est reconnu pour la première fois, ainsi que la séparation de la religion et de l'Etat, donc l'abrogation de la *charia*. Mais les négociateurs de Khartoum sont désavoués à leur retour par les « durs » du régime. En juin 1995, le SPLM se rapproche de l'opposition nordiste au régime avec laquelle il signe la déclaration d'Asmara, qui confirme sa volonté de rester dans l'ensemble soudanais et lui accorde une place centrale dans une Alliance Nationale Démocratique. Celle-ci réunit onze formations politiques, syndicales et militaires évincées par le régime islamique et choisit l'option militaire pour faire tomber le régime. Les forces du SPLM aident à ouvrir des fronts à l'est du Soudan, entre le Nil Bleu et la mer Rouge, avec un soutien affiché de l'Erythrée, devenue indépendante depuis 1993.

Le Soudan islamiste de Tourabi, Etat paria

Khartoum, qui a soutenu l'Irak contre la coalition internationale et qui accueille Oussama ben Laden de 1991 à 1996, dans la cadre d'une politique active de promotion de la « révolution islamique mondiale » est isolé et mis au rang des Etats parias : en juin 1995, des agents de Khartoum tentent d'assassiner le président égyptien Hosni Moubarak en visite à Addis-Abeba ; en avril 1996 le Conseil de Sécurité de l'ONU décrète des sanctions contre le Soudan, accusé de soutenir le terrorisme international et les Etats-Unis instaurent un embargo commercial en novembre 1997.

Le 20 août 1998, à la suite des attentats contre les ambassades américaines à Dar es Salam et à Nairobi qui braquent à nouveau les regards sur le Soudan, l'usine pharmaceutique Al-Shifa, soupçonnée de fabriquer des armes chimiques, est détruite par des missiles américains. Le bras de fer de l'administration Clinton avec le gouvernement soudanais trouve là son point culminant.

La guerre prend alors, au Sud, la forme de luttes entre seigneurs de la guerre dont les allégeances varient en fonction des intérêts financiers. Il en résulte une série de désastres humanitaires d'une ampleur sans précédent, provoqués par la soumission des agences de l'ONU aux interdictions du gouvernement soudanais et du SPLM de secourir les victimes.

L'aide humanitaire en procès

L'aide humanitaire a dès l'origine joué un rôle central dans le déroulement des opérations militaires. En 1989, en réponse au coup d'Etat de Hassan el Tourabi, l'Opération Lifeline Sudan (OLS) démarre sous l'égide de l'ONU pour coordonner et contrôler l'aide humanitaire au Sud-Soudan. L'OLS va rapidement devenir la plus importante opération humanitaire jamais déployée, réunissant sous sa coupe les agences de l'ONU et une quarantaine d'ONG. L'aide humanitaire aux civils du Sud apparaît dès l'abord comme un moyen de pression sur

Khartoum par le soutien ainsi apporté au SPLM, délivré du souci de nourrir et soigner les civils. Les Etats-Unis se servent ainsi de cette opération pour une « guerre de basse intensité » contre le régime islamiste de Khartoum : mais l'aide ne peut suffire au SPLM pour l'emporter sur l'armée gouvernementale, car les Etats-Unis doivent tenir compte du refus de l'Egypte et d'autres pays arabo-musulmans de voir le Sud-Soudan obtenir son droit à l'autodétermination ; mais elle épuise les finances de Khartoum et empêche le Soudan de réaliser ses ambitions de fédérer l'islamisme mondial.

1999 : l'ère pétrolière et la chute de Tourabi

En 1999, une nouvelle ère s'ouvre avec la mise en exploitation, en un temps record, des champs pétrolifères du Haut-Nil occidental, entre Bentiu et Heglig. Le Soudan devient rapidement un exportateur non-négligeable de pétrole (300 000 barils par jour en 2002, 450 000 en 2005).

L'exploitation pétrolière transforme les enjeux de la guerre :

- Il est impératif pour le gouvernement et les investisseurs étrangers de sécuriser les concessions et le tracé de l'oléoduc de 1500 km de long qui conduit des champs au terminal de Bashaïr, sur la mer Rouge ; la population de la région, pour l'essentiel des pasteurs nuer, est exterminée par une combinaison de moyens modernes (les hélicoptères blindés) et traditionnels (les milices tribales). Les compagnies étrangères, peu confiantes dans l'efficacité et la loyauté de l'armée, embauchent leur propres milices, encadrées par des mercenaires étrangers ; chaque chef local s'évertue à contrôler une zone stratégique, ou à s'ériger en protecteur d'une compagnie ou d'un champ pétrolifère. Au fil des mois, le SPLM perd du terrain, face à l'armement neuf déployé par Khartoum et les milices recrutées grâce aux fonds du pétrole.

- Les ressources tirées du pétrole, de l'ordre d'un million de dollars par jour, sont affectées à l'achat d'armes plus sophistiquées et plus meurtrières (hélicoptères de fabrication russe, par exemple) ;
- l'intérêt stratégique du Soudan se traduit par une mansuétude nouvelle des pays occidentaux attirés par la manne pétrolière, tandis que l'engagement des compagnies nationales chinoise et malaysienne resserre les liens entre le Soudan et ces deux pays, dont l'un est une puissance mondiale, qui occupe un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et l'autre est une NPI, un « petit dragon » musulman, qui allie la modernité technologique et financière occidentale avec une identité musulmane forte et agressive. D'autres engagements, comme ceux de Talisman (Canada), de Lundin (Suède) ou de OBW (Autriche) attirent l'attention des groupes de défense des droits de l'homme en Occident, ce qui contraint ces investisseurs à se défaire de leurs actifs ou à différer leurs opérations.

Sur la scène politique internationale, Khartoum regagne progressivement du terrain, après la mise à l'écart en 1999 de Hassan el-Tourabi ; en février 2001, celui-ci est finalement mis en résidence surveillée après que son mouvement, le Congrès National Populaire, a signé un accord de circonstance avec le SPLM, proposant de concéder l'abolition de la charia et le droit à l'autodétermination aux Sudistes.

2001 : L'administration Bush et la quête de la pax americana

L'attentat du 11 septembre 2001 sur New York vient rappeler les liens (passés ?) entre le régime de Khartoum et Al-Qaïda. Ce souvenir vient jeter un froid sur le rapprochement engagé entre les Etats-Unis et le Soudan ; les Américains exigent de pouvoir consulter tous les

documents relatifs au terrorisme dont dispose Khartoum, et obtiennent même la livraison d'une vingtaine de terroristes. Mais ils se refusent encore à normaliser leurs relations avec Khartoum et à lever l'embargo commercial à l'égard de ce pays, en grande partie sous la pression du Congrès.

L'administration Bush exige des Soudanais une preuve de bonne volonté et de sincérité dans leur recherche de la paix. Une mission du sénateur John Danforth est envoyée à Khartoum et en revient avec 4 points qui doivent constituer autant de tests de l'engagement des belligérants de se conformer aux exigences américaines : l'interdiction de bombarder les civils ; la cessation du trafic d'esclaves ; un cessez-le-feu humanitaire de six mois renouvelables dans les monts Nouba ; l'ouverture de corridors et de fenêtres humanitaires au Sud.

Le gouvernement central et le SPLM n'ont d'autre choix que d'accepter ces exigences. Sous l'égide de l'IGAD, des négociations de paix sont dès lors ouvertes à Machakos, au Kenya. Un accord-cadre est signé le 20 juillet 2002, portant sur la cessation des hostilités et le partage du pouvoir et des richesses. Khartoum accepte la perspective d'un référendum d'autodétermination qui pourrait mener à l'indépendance du Sud. Cette concession majeure soulève de multiples questions et des inquiétudes au sein du régime et de ses supporters du nord ainsi que dans les pays arabes et musulmans. L'Egypte en particulier exprime ses craintes quant au contrôle des eaux du Nil.

La marche à l'indépendance du Sud

Il faudra encore deux ans et demi pour parvenir, le 9 janvier 2005, à la signature de l'accord de paix global (Comprehensive Peace Agreement) à Naivasha, au Kenya. Entre-temps, une autre guerre est déclenchée, en février 2003, au Darfour, par deux mouvements armés qui revendiquent la prise en compte de leurs propres revendications, sur le modèle des

négociations en cours. La contre-insurrection menée par le régime soudanais, avec l'assentiment tacite des parrains occidentaux des négociations de Naivasha, sera d'une violence inouïe : plus de 300 000 morts, plus de 2, 5 millions de personnes déplacées sur 7 millions d'habitants. Derrière les bons offices de l'IGAD, ce sont les Etats-Unis, assistés des Britanniques et des Norvégiens, qui auront pesé de tout leur poids pour parvenir à la signature du CPA. Celui-ci prévoit un partage du pouvoir (un gouvernement d'unité nationale, des élections législatives auxquelles participe le SPLM, désormais représenté au parlement de Khartoum et un partage des richesses, en particulier pétrolières). Le SPLM domine par ailleurs le gouvernement semi-autonome du Sud qui se met en place à Juba. Dotée d'importantes recettes pétrolières, une administration sudiste se met en place, avec l'aide des pays occidentaux ; même si le redéploiement des forces et le désarmement des milices ne s'opèrent pas sans mal, et si la zone frontalière d'Abyei, riche en pétrole, et peuplée à égalité de Dinka ngok et de pasteurs nomades arabisés, les Messeriya, demeure une pomme de discorde entre Nord et Sud, le référendum d'autodétermination du 9 janvier 2011 donne une majorité de 98 % à l'option de l'indépendance. Entretemps, John Garang, l'homme qui incarnait la dernière chance de l'unité, est décédé dans un accident d'hélicoptère au Sud-Soudan, en août 2005, quelques semaines après son retour triomphal à Khartoum.

A Juba se met en place une administration sudiste incompétente, despotique et corrompue, issue des cadres de l'armée de libération. Ceux-ci se partagent le flot des revenus pétroliers, qui font l'objet d'âpres négociations avec Khartoum, mais sont incapables d'entamer le développement des infrastructures et des services attendus par une population épuisée par vingt années de guerre, et dont plusieurs millions reviennent, démunis de tout, des camps de déplacés de Khartoum ou du Kenya. Le SPLM, dont une minorité des cadres, installés au Nord où vient encore deux millions de Sudistes, cultivent encore l'espoir d'un avenir commun, mène tambour battant le Sud à l'indépendance, qui doit être proclamée le 9 juillet

2011. La guerre a fini par avoir raison du plus grand pays d'Afrique, et du pari de la coexistence pacifique, au sein d'une nation en devenir, de peuples disparates unis par une histoire partagée.